

Pas de marché public sans garanties solides pour les travailleurs !

LE 1^{ER} JUILLET 2026, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET RASSEMBLÉS DEVANT BERCY !

Les secteurs du nettoyage, de la restauration collective et de la sécurité privée sont particulièrement exposés aux effets du moins-disant économique dans les marchés publics.

Dans la prévention-sécurité, l'État est à la fois régulateur de la profession et l'un des principaux donneurs d'ordre. À ce titre, il porte une responsabilité majeure dans les conditions d'exercice de nos métiers.

La course au moins-disant tire le secteur vers le bas

Le poids excessif du critère prix dans les marchés publics favorise les offres anormalement basses et une concurrence déloyale entre les entreprises.

Cette logique fragilise les entreprises sérieuses et dégrade les conditions d'emploi des salariés, notamment dans la prévention sécurité.

Les agents de sécurité ne sont pas une variable d'ajustement

Pour répondre à des marchés toujours moins chers, les effectifs sont réduits, les conditions de travail se dégradent et les qualifications sont insuffisamment reconnues.

De plus en plus souvent, les salariés qualifiés (SSIAP) sont affectés à des missions qui ne relèvent pas de la sécurité mais de l'accueil ou de la simple présence, au détriment de leur cœur de métier.

Une fragilité économique organisée

La dépendance économique des sous-traitants vis-à-vis des donneurs d'ordre fragilise durement

ces secteurs. Des retards de paiement pouvant atteindre plusieurs mois, font peser sur les travailleuses et travailleurs du secteur une lourde précarité et instabilité.

Stop au tout-prix dans les marchés publics

La sécurité ne peut pas être traitée comme une simple prestation à bas coût.

Les marchés publics doivent intégrer des critères sociaux, professionnels et qualitatifs garantissant des prestations de sécurité efficaces et des emplois de qualité.

Des contrôles renforcés

Les offres anormalement basses doivent être systématiquement écartées. L'État doit utiliser tous les moyens dont il dispose pour faire respecter les règles sociales et professionnelles du secteur.

Respect et reconnaissance des métiers de la sécurité

Les agents doivent exercer les missions correspondant à leurs qualifications. Nos métiers doivent être reconnus, valorisés et correctement rémunérés.

LE 1^{ER} JUILLET 2026 À 13H DEVANT BERCY

Pour une sécurité de qualité,
des emplois dignes et le respect
des agents de prévention et de sécurité.

Connecte toi à notre site internet en flashant le QR code :

